

ACTION URGENTE

UN MILITANT CHINOIS ACCUSÉ DE SUBVERSION

Le militant de renom Wu Gan (plus connu sous son nom de plume *Tufu*, « Le Boucher ») a été accusé de « subversion du pouvoir de l'État » et est en détention depuis 15 mois. Il avait été arrêté après avoir organisé une manifestation devant un tribunal, en soutien à un groupe d'avocats. Il risque d'être victime de torture et d'autres mauvais traitements.

Wu Gan n'a pas pu bénéficier d'une assistance juridique depuis que son avocat, **Yan Xin**, lui a rendu visite pour la dernière fois le 4 juin 2015. Son avocat s'est de nouveau rendu au centre de détention municipal n° 1 de Tianjin au début du mois d'août 2016 afin de voir son client, mais il n'y a pas été autorisé. L'avocat a reçu une notification écrite datée du 11 août et intitulée « Décision relative au rejet de la demande de visite des avocats à un suspect », dans laquelle le bureau de la Sécurité publique de Tianjin invoquait l'article 37(3) du Code de procédure pénale et affirmait que Wu Gan était accusé de « subversion du pouvoir de l'État », ce qui s'inscrivait dans le cadre d'une affaire de « mise en danger de la sécurité de l'État », et qu'autoriser la visite de l'avocat interférerait avec l'enquête et exposerait des secrets d'État.

Wu Gan a été placé en détention administrative pendant 10 jours après avoir organisé une manifestation devant le tribunal populaire supérieur de la province du Jiangxi le 20 mai 2015 en soutien à un groupe d'avocats qui demandaient de pouvoir consulter des documents du tribunal relatifs à une affaire de 2000 dans laquelle les accusés encourent la peine de mort dans le canton de Leping.

Le 28 mai 2015, Wu Gan a été placé en détention car il était soupçonné de « diffamation » et d'avoir « cherché à provoquer des conflits et troublé l'ordre public ». En juillet 2015, Wu Gan a été officiellement arrêté par le parquet populaire de la ville de Xiamen pour des accusations d'« incitation à la subversion du pouvoir de l'État » et pour avoir « cherché à provoquer des conflits et troublé l'ordre public ». Son affaire a été déferée au bureau de la Sécurité publique de Tianjin en janvier 2016, pour qu'elle fasse l'objet d'une enquête. Cette enquête a été prolongée trois fois avant que son avocat ne reçoive la « Décision relative au rejet de la demande de visite des avocats à un suspect ».

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en chinois, en anglais ou dans votre propre langue :

- appelez les autorités à libérer immédiatement et sans condition Wu Gan, qui est détenu pour avoir exercé son droit à la liberté d'expression ;
- engagez-les à veiller à ce que Wu Gan puisse avoir des contacts réguliers et sans restriction avec sa famille et les avocats de son choix et à ce qu'il ne soit pas soumis à des actes de torture ni à d'autres mauvais traitements.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 27 SEPTEMBRE 2016 À :

Directeur du Centre de détention
municipal n° 1 de Tianjin

Dabianzhuang, Zhongbeizhen,
Xiqingqu, Tianjinshi
300112

Chine

Tél : +86 22 27535320 (en chinois
uniquement)

**Formule d'appel : Dear Director, /
Monsieur,**

Ministre de la Sécurité publique

Guo Shengkun
14 Dong Chang'an Jie
Dongcheng Qu, Beijing Shi 100741
Chine

Tél. : +86 10 66262114 (en chinois
uniquement)

Courriel : gabzfwz@mps.gov.cn

**Formule d'appel : Dear Minister, /
Monsieur le Ministre,**

Copies à :

Premier ministre
Li Keqiang Guojia Zongli
The State Council General Office
2 Fuyou Jie

Xicheng Qu, Beijing Shi 100017
Chine

Fax : +86 10 659611

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Chine dans votre pays. Insérez les adresses ci-dessous :

Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax number.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la première mise à jour de l'AU 116/15. Pour plus d'informations : <https://www.amnesty.org/fr/documents/asa17/1831/2015/fr/>

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

UN MILITANT CHINOIS ACCUSÉ DE SUBVERSION

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Entre le 18 et le 20 mai 2015, Wu Gan a participé à une manifestation devant le tribunal populaire supérieur de la province du Jiangxi, à Nanchang. Il était venu soutenir un groupe d'avocats réclamant de pouvoir consulter des pièces de procédure dans une affaire datant de 2000 concernant quatre hommes déclarés coupables de vol, viol et meurtre et dans laquelle une erreur judiciaire aurait été commise. Leurs avocats affirment que les « aveux » des accusés leur ont été arrachés sous la torture et ils souhaitent rouvrir le dossier, mais jusqu'ici, ils n'ont pas été autorisés à examiner les documents de l'affaire. En 2011, le suspect d'une autre affaire a avoué, après avoir été arrêté, que c'était lui qui avait perpétré le meurtre. Le parquet n'a cependant pas abandonné les charges contre les quatre autres accusés.

Le 20 mai 2015, Wu Gan a été emmené par des agents de police et placé en détention administrative pour « trouble de l'ordre public sur un lieu de travail » et « insultes ». Le 28 mai, le bureau de la Sécurité publique a modifié les accusations dont il faisait l'objet et l'a placé en détention. Il a ensuite été officiellement arrêté pour « incitation à la subversion du pouvoir de l'État » et pour avoir « cherché à provoquer des conflits et troublé l'ordre public ». Son affaire a par la suite été déférée au bureau de la Sécurité publique de Tianjin.

Après son arrestation, Wu Gan a été critiqué par la presse nationale pour des motifs liés à sa vie privée et ses précédentes actions militantes. Cette affaire a été très médiatisée en Chine et montre bien l'intolérance dont les autorités continuent de faire preuve à l'égard de toute forme de dissidence.

Wu Gan est un militant célèbre en Chine depuis 2009 et reconnu pour ses méthodes innovantes permettant de lier les actions en ligne et sur le terrain, de sensibiliser la population aux violations des droits humains et de récolter des fonds sur Internet pour financer ses activités. Peu de temps avant son arrestation, Wu Gan avait promis d'offrir une récompense à quiconque pourrait lui fournir les images d'une caméra de surveillance montrant deux policiers abattant un homme à Qing'An, dans la province du Heilongjiang, afin de rassembler des éléments de preuve pour cette affaire. Il était assistant administratif au cabinet juridique Fengrui à Pékin. Plusieurs avocats et membres du personnel de ce cabinet ont été arrêtés et interrogés dans le cadre des répressions de 2015.

Depuis le 9 juillet 2015, au moins 248 avocats et militants ont été arrêtés et interrogés en Chine. La plupart d'entre eux ont été libérés mais au total, huit avocats et militants ont été officiellement arrêtés pour des accusations de subversion et sont toujours en détention. Quatre autres ont été officiellement arrêtés pour d'autres accusations. Parmi les personnes toujours en détention figurent : Li Heping, défenseur des droits humains de premier plan ; son frère, Li Chunfu, également avocat ; Wang Quanzhang, avocat spécialiste des droits humains du cabinet juridique Fengrui ; Liu Sixin qui travaille également au cabinet juridique Fengrui ; les avocats Xie Yanyi et Xie Yang et les militants Liu Yongping, Wang Fang, Yin Xu'an, Monk Wangyun (connu sous le nom de Lin Bin), Xing Qingxian et Tang Zhishun.

Zhao Wei, l'assistante de Li Heping, et Wang Yu, avocate du cabinet juridique Fengrui, auraient été libérées sous caution respectivement le 7 juillet et le 1^{er} août 2016, après avoir passé plus d'un an en détention. Le mari de Wang Yu, Bao Longjun, avocat du cabinet Fengrui, a également été libéré sous caution selon des informations des médias de Chine citant les propos de Wang Yu. Le mari de Zhao Wei n'a cependant pas été en mesure de communiquer avec elle depuis sa libération supposée.

Entre le 2 et le 5 août, l'avocat Zhou Shifeng, le directeur du cabinet juridique Fengrui et les militants Hu Shifeng, Zhai Yanmin et Gou Hongguo (connu sous le nom de Ge Ping) ont été déclarés coupables de « subversion du pouvoir de l'État » à l'issue de différents procès. Zhou Shifeng et Hu Shigen ont été condamnés respectivement à sept ans et sept ans et demi d'emprisonnement et Zhai Yanmin et Gou Hongguo ont été condamnés à des peines avec sursis.

Nom : Wu Gan
Homme

Action complémentaire sur l'AU 129/15 - ASA 17/4674/2016 - 17 août 2016